

A la Région : pas un sou pour les patrons !

L'ARGENT PUBLIC POUR LES SERVICES PUBLICS

20 régions sur 22 sont gérées depuis 2004 par le PS et ses alliés PCF et Verts. Ils prétendaient en faire des contre-pouvoirs pour résister à la droite. Ils prétendaient mener des politiques différentes, solidaires, en faveur de la population. Mais ce fut le règne du consensus politique avec la droite : en Lorraine, subventions sans contrôle pour les entreprises, même celles qui licencient, financement au-delà des obligations légales de l'enseignement privé alors que l'État supprime des postes dans l'Éducation Nationale, fermeture de services hospitaliers et transports de proximité saturés et onéreux.

La gauche institutionnelle considère le capitalisme comme un horizon indépassable et elle conduit des politiques que la droite approuve.

Il faut inverser le cours des choses : Imposer une augmentation des salaires et des minimas sociaux de 300 euros pour tous et toutes, avec un minimum à 1 500 euros. Maintenir la retraite à 60 ans, avec 37,5 annuités.

Accorder une allocation pour tous les jeunes de 18 à 25 ans. Instaurer une véritable égalité professionnelle entre hommes et femmes.

Pour empêcher les destructions d'emploi, la précarité qui s'installe partout dans les entreprises, comme dans la Fonction Publique, nous militons pour l'interdiction des

licenciements, la réduction et le partage du temps de travail pour tous et toutes afin de s'attaquer au chômage !

Contre les licenciements, le chômage, la pauvreté, il faut un plan d'urgence !

Nous devons lutter pour le maintien et le développement de nos services publics ce bien commun qui permet une réelle redistribution des richesses en assurant à toutes et à tous l'accès à la santé, à l'énergie et à l'eau, à l'éducation et à la formation, aux transports, à la culture...

En votant NPA, nous pouvons à la fois rejeter la droite et sanctionner celles et ceux qui nous expliquent depuis des décennies que le capitalisme est notre seul avenir, qu'il faut se résigner à un système injuste et destructeur de l'environnement.

Si nous avons des élus, ils seront le relais des luttes qui cherchent à imposer ces exigences élémentaires.



liste NPA conduite par Jean-Noël BOUET

1 Jean-Noël BOUET

53 ans, éducateur à la protection judiciaire de la jeunesse

2 Sylvie LOSA - 53 ans, secrétaire

3 Claude KAISER - 46 ans, contrôleur des impôts

4 Evelyne PITTELOUD - 63 ans, retraitée éducation nationale

5 Jean-Marc SEEMANN - 56 ans, enseignant

6 Nadine MALLINGREY - 51 ans, secrétaire

7 Christophe MEHAY - 43 ans, ouvrier

8 Elisabeth ESCRIOU - 53 ans, éducatrice

9 Daniel HORMAZ - 56 ans, technicien électricien

Contact :

npa-commercy.over-blog.com

Tél. 06 22 05 09 24

Elections Régionales - 14 Mars 2010

ANTICAPITALISTES, RIEN LÂCHER !



AVEC LE NPA RESISTEZ ET CONSTRUISEZ UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ

En Meuse, en Lorraine, comme ailleurs, leurs profits ruinent nos vies !

A SODETAL TRONVILLE EN BARROIS, les patrons, (un groupe allemand) sont en train de démonter toutes les machines. Pas parce qu'il n'y a plus de demande, non ! Mais uniquement pour les transporter en SLOVAQUIE, là où ils peuvent encore réduire en esclavage une main d'œuvre bon marché et faire encore plus de profits.

Il n'y a maintenant hélas plus grand doute : les 372 salariés risquent bientôt de se retrouver sur le carreau !

Que vont-ils devenir dans notre département sinistré ?

En MEUSE comme ailleurs, la barbarie capitaliste est en marche : peu importe la vie des gens, le taux de profit doit augmenter et les bénéfices grandir pour la poignée d'actionnaires qui dirigent le monde.

Que font nos politiques, nos bons élus bien responsables qui se soucient tant de notre bien-être ? Ceux là mêmes qui accusent le NPA de ne pas mettre les mains dans le cambouis parce que le NPA ne veut pas s'allier avec eux. Eh bien ils se couchent ! Et ils MENTENT effrontément en affirmant qu'on ne peut rien contre la mondialisation, rien contre la propriété privée des entreprises. Qu'au contraire, il faut privatiser ce qui est encore public (poste, edf, etc..) et surtout : NOUS SERRER LA CEINTURE ! Travailler plus, plus longtemps pour la fameuse COMPÉTITIVITE de nos entreprises qui continuent à se débarrasser de leurs salariés.

Ces mêmes élus y compris les élus socialistes, communistes et Verts du conseil régional, subventionnent à coups de millions les entreprises qui licencient. Drôle de contre pouvoir à la droite !

Que feraient les élus du NPA à la Région ? Ils exigeraient la suppression pure et simple des subventions du conseil régional aux entreprises privées.

Et surtout, ils se battraient pour subventionner les travailleurs, les précaires et les chômeurs en lutte, et participeraient activement aux manifestations, encourageraient de toute leur force la REVOLTE contre ce système qui broie les vies. Car c'est bien du soulèvement de la population que viendra le salut et pas uniquement de nos élus .

Que propose le NPA ? : la fin de la propriété privée des grands groupes capitalistes qui parasitent l'humanité. La gestion collective de la production des biens et services par une vraie démocratie au plus près des travailleurs et des populations. Tout le pouvoir aux travailleurs dans les entreprises.

PLUS UN SEUL CENTIME DE PROFIT SUR LE DOS DES EXPLOITÉS !

Bref, un pas vers notre nouvelle société, une société débarrassée du capitalisme prédateur.



Jean-Noël BOUET
53, ans - Educateur PJJ
Tête de liste NPA pour la Région Lorraine

IL FAUT INTERDIRE LES LICENCIEMENTS, BOURSIERS OU NON !

«Retraites: rien à négocier ! Tous ensemble dans la rue!»

Le gouvernement ne veut pas revenir sur sa volonté d'allonger l'âge de la retraite : tout ceci n'empêche pas les directions syndicales de s'engager à fond dans le jeu du «dialogue social»

De même, participent-elles toutes au Conseil d'Orientation des Retraites. C'est pourtant ce Conseil qui se charge de mettre en musique les directives du gouvernement contre le système actuel !

Enfin toutes se préparent à participer aux tables rondes censées élaborer le nouveau train de mesures contre nos retraites.

C'est aussi cette politique que défend le PS. Certes il a réaffirmé son attachement à la retraite à 60 ans suite aux déclarations scandaleuses de M. Aubry. Il n'en demeure pas moins qu'il «revendique» un grand débat dont chacun peut imaginer à quoi il aboutirait . Fondamentalement, les partis du Front de Gauche ne disent

pas non plus autre chose. On ne peut défendre les retraites et s'associer à l'élaboration de la politique sarkozyste. On ne négocie pas les revendications patronales ; C'est pourquoi nous appelons à refuser tout «dialogue» avec le gouvernement.

Nous nous prononçons :

- Contre la participation syndicale au Conseil d'Orientation des Retraites - conseil dont le gouvernement lui-même explique qu'il sert à « rapprocher les points de vue » entre syndicats et patrons.

- Contre l'acceptation des « négociations » sur les retraites annoncée par Sarkozy. Rien de bon pour les travailleurs ne sortira donc d'une telle table ronde, bien au contraire !

Une nouvelle offensive contre nos retraites !

C'est désormais annoncé : le clou des « réformes » de 2010 serait une nouvelle charge contre le système de retraites. Les charges précédentes ont largement appauvri les retraités. Qu'importe ! Sur la base d'un déficit largement créé à la fois par le chômage de masse et par les largesses dont bénéficient patrons et possédants, seules des mesures contre les salariés sont prévues :

°augmenter l'âge légal, de départ en retraite

°augmenter les cotisations des seuls salariés - étant entendu que les patrons ne seraient pas touchés.

°diminuer le montant des retraites à commencer par celles des fonctionnaires.

C'est notre système par répartition, solidaire par nature, qui est ciblé par les possédants.

L'objectif est de parvenir à un système basé sur l'épargne individuelle et les assurances privées.

Face à cette offensive, et s'appuyant sur les chiffres incontestables de la richesse nationale en augmentation, le NPA réaffirme la légitimité des revendications ouvrières, notamment :

°Le retour aux 37 1/2 annuités, seule mesure qui permettra que les femmes aient une retraite normale.

°Le maintien de l'âge légal de départ en retraite à 60 ans

°La garantie de ressource pour les retraités

°1500 Euros minimum, 75% du dernier salaire versé, calculé sur les 10 meilleures années pour les salariés du privé.

°Abrogation des décrets Balladur.

«Retraites : comment organiser la riposte ?»

Le gouvernement a annoncé aux «partenaires sociaux», «l'agenda des réformes» prévu par ses services pour 2010. Et notamment, la «réforme» des retraites. Lesdits «partenaires sociaux» seront priés de s'atteler à l'élaboration des conditions de la mise en oeuvre de cette politique.

Participer aux sommets organisés par le gouvernement, c'est déjà abdiquer : les responsables syndicaux qui s'y rendront indiqueront par là-même leur disponibilité à participer à l'élaboration des contre-réformes. Leur présence signifiera qu'ils acceptent la légitimité de la politique sarkozyste.

Ce n'est pas acceptable, et c'est pourquoi nous considérons que

les directions syndicales doivent consacrer toute leur énergie à organiser les mobilisations nécessaires pour faire échec à ce projet.

C'est la seule solution pour redonner confiance au monde du travail, qui aurait bien besoin de l'engagement de tous les partis de gauche et des syndicats pour mener la bataille, nécessaire face à un tel gouvernement.

Comme l'a proposé Olivier Besancenot, il est indispensable d'organiser dans l'Unité, l'action nécessaire en défense des retraites.

ON VEUT VIVRE,
PAS SURVIVRE

SALARIÉS, RETRAITÉS, PRÉCAIRES :
300 EUROS NET DE PLUS PAR MOIS !

NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

AVEC LE NPA RESISTEZ ET CONSTRUISEZ UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ

En Meuse, en Lorraine comme ailleurs, leurs profits ruinent nos vies !

Ecologie

A BURE, et maintenant dans tout le sud Lorrain, nos politiques veulent enfouir les déchets radioactifs se soumettant ainsi aux multinationales du nucléaire.

En effet, il est moins coûteux de les enfouir définitivement plutôt que de les surveiller en surface et de faire travailler la recherche à leur éradication.

C'est un véritable crime contre les générations futures.

Ce crime permet aux industriels du nucléaire de continuer à vendre leurs centrales pourries aux pays en voie de développement tout en faisant croire que le problème des déchets est réglé.

On sait aujourd'hui de façon certaine que le nucléaire est dangereux et ruineux. On sait aujourd'hui de façon certaine qu'on peut produire 8 fois plus d'énergie avec les renouvelables (éoliennes, cogénération, solaire, biomasse, marée motrice, etc...) et créer 15 fois plus d'emplois sur tout le territoire.

Seulement voilà : une poignée de nantis a décidé pour l'humanité qu'on n'en ferait rien, qu'on continuerait à polluer jusqu'à ce que le dernier gramme d'uranium et la dernière goutte de pétrole soient extraites. Et pourquoi pas, jusqu'à ce que la planète meure ? Du moment que ces parasites font leur profit....

Que font nos politiques, nos bons élus bien responsables qui se soucient tant de notre bien-être ? ceux là mêmes qui accusent le NPA de ne pas mettre les mains dans le cambouis parce que le NPA ne veut pas s'allier avec eux.

Eh bien là encore, ils se couchent ! Et ils continuent à MENTIR effrontément en prétendant qu'on ne peut pas faire autrement qu'avec nucléaire et

pétrole alors que tous les rapports scientifiques indépendants disent le contraire.

Et puis tant qu'ils y sont, ils acceptent l'argent pourri de l'ANDRA comme à Bar le Duc où les élus municipaux socialistes, communistes et surtout les Verts ont engrangé 2 millions et demi d'€ pour refaire une ville qui a plutôt besoin d'emplois que de rénovation !

Que feraient les élus du NPA à la Région ? Ils exigeraient la suppression pure et simple des subventions du conseil régional aux communes qui acceptent l'argent sale de Bure. Cela rétablirait l'équilibre avec les autres et cela les ferait réfléchir à 2 fois !

Et surtout ils se battraient pour subventionner les opposants à l'enfouissement, les luttes antinucléaires et participeraient activement aux manifestations, encourageraient de toute leur force la REVOLTE contre cette menace mortelle. Car c'est bien du soulèvement de la population que viendra le salut et pas uniquement de nos élus.

Que propose le NPA ? : la fin de la propriété privée des grands groupes énergétiques qui parasitent l'humanité. La gestion collective de l'énergie par une vraie démocratie au plus près des travailleurs et des populations. Tout le pouvoir aux petites communes, aux quartiers, aux syndicats publics de l'eau et de l'énergie :

PLUS UN SEUL CENTIME DE PROFIT SUR LES BESOINS HUMAINS FONDAMENTAUX !
Bref, un pas vers notre nouvelle société, socialiste et écologique. Une société débarrassée du capitalisme prédateur.

Dans le même ordre d'idée nous proposons la récupération des subventions versées au secteur privé. Ces fonds permettraient largement d'instaurer la gratuité des transports publics pour tous afin de concilier justice sociale et lutte contre le réchauffement climatique!



ANTICAPITALISTES !



L'offensive antisociale à laquelle nous assistons ne tombe pas du ciel.

C'est l'économie de profit, le capitalisme qui en est la cause. C'est pour préserver les profits des privilégiés qu'on ruine la planète, qu'on démantèle les acquis les uns après les autres.

La campagne que nous mènerons a aussi pour objectif de mettre ces questions en débat. Il faut mettre le capitalisme en accusation : on ne peut préserver durablement nos acquis sans remettre en cause l'économie de profit et les gouvernements qui la servent - fussent-ils étiquetés de « gauche ».

C'est pourquoi nous militons pour un gouvernement des travailleurs, planifiant l'activité économique selon les besoins de la population laborieuse, de la jeunesse et en tenant compte des grands équilibres écologiques.